

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 30034C du rôle
Inscrit le 19 mars 2012

Audience publique du 21 juin 2012

**Appel formé par Monsieur, ...
contre un jugement du tribunal administratif
du 14 février 2012 (n° 27417 du rôle)
en matière d'aide au réemploi**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 30034C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 19 mars 2012 par Maître Romain LANCIA, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, employé privé, demeurant à ..., dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 14 février 2012 (n° 27417 du rôle) l'ayant débouté de son recours en annulation d'une décision du directeur de l'administration de l'Emploi du 6 septembre 2010 lui réclamant le remboursement d'une aide au réemploi touchée précédemment;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 13 avril 2012 par le délégué du gouvernement;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2012 par Maître Romain LANCIA au nom de la partie appelante;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en sa plaidoirie à l'audience publique du 14 juin 2012.

Le 2 mars 2008, Monsieur introduisit auprès de l'administration de l'Emploi, ci-après désignée par « l'ADEM », une demande d'octroi de l'aide au réemploi concernant son nouvel employeur et par décision du directeur de l'ADEM du 7 avril 2008, une aide au réemploi lui fut accordée à partir du 15 mars 2008 pour une période de quarante-huit mois d'indemnisation.

Par un courrier du 19 mars 2009, Monsieur ... informa l'ADEM qu'il avait été licencié le 1^{er} octobre 2008 avec un préavis de deux mois et qu'il s'était inscrit au chômage du 31 décembre 2008 au 15 mars 2009. Le même jour, il introduisit auprès de l'ADEM une demande d'octroi de l'aide au réemploi concernant son nouvel employeur, la société à responsabilité limitée ... S.A.R.L.

Par décision du 6 septembre 2010, le directeur de l'ADEM, suite à un contrôle effectué par son administration, demanda à Monsieur ... de rembourser l'aide au réemploi, d'un import de ... €, au motif qu'en vertu de l'article 14 du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 fixant les modalités et conditions d'attribution, entre autres, d'une aide au réemploi, une telle aide ne peut être accordée qu'aux salariés qui sont soumis par contrat de travail à un lien de subordination juridique mais qu'en sa qualité de gérant technique de son nouvel employeur, étant titulaire, pour le surplus, de deux autorisations d'établissement, dont l'une pour l'exploitation de la société dont il était gérant, un tel lien de subordination faisait défaut.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 octobre 2010, Monsieur ... introduisit un recours contentieux contre la décision du directeur de l'ADEM du 6 septembre 2010, expliquant qu'en dépit de sa qualité de gérant technique de la société en question, il se trouvait néanmoins dans une situation de subordination juridique à son égard. En ordre subsidiaire, il conclut à une violation de la règle constitutionnelle d'égalité devant la loi par le règlement grand-ducal précité du 17 juin 1994 en ce qu'une catégorie de salariés est exclue du bénéfice de l'aide au réemploi, ainsi que de l'article 11, paragraphes 4 et 5, de la Constitution, consacrant le droit au travail et aux prestations sociales.

Par jugement du 14 février 2012, après analyse du contenu du contrat de travail liant Monsieur ... à son nouvel employeur, le tribunal le débouta de son recours en retenant que ce contrat n'impliquait pas de subordination juridique à l'employeur. Il estima par ailleurs qu'il était lui-même compétent pour contrôler la constitutionnalité du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 et que celui-ci ne contrevenait pas aux dispositions invoquées.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 19 mars 2012, Monsieur ... a régulièrement relevé appel du jugement du 14 février 2012.

En instance d'appel, il invoque à l'encontre de la décision du directeur de l'ADEM du 6 septembre 2010 un nouveau moyen – admissible en vertu de l'article 41, paragraphe 2, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives – tiré de ce qu'en violation de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8

juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, qui oblige l'autorité administrative qui se propose de modifier ou de révoquer une décision ayant créé ou reconnu des droits à un administré, à en informer au préalable l'administré intéressé et à lui offrir la possibilité de prendre position avant la prise de la décision envisagée, le directeur de l'ADEM ayant pris la décision critiquée sans l'en avoir au préalable informé et sans lui avoir conféré la possibilité de prendre position.

Le délégué du gouvernement répond qu'étant donné que selon la jurisprudence de la Cour administrative, les moyens nouveaux sont admis en instance d'appel – en réalité, c'est la loi qui le prévoit formellement – il se rapporte à prudence de justice quant à ce moyen. Il souligne que dans le dispositif de l'acte d'appel, seul déterminant pour examiner la recevabilité de l'acte d'appel, ce n'est pas la réformation du jugement entrepris qui est demandée, mais la réformation sinon l'annulation de la décision du directeur de l'ADEM. Or, un acte d'appel devrait être dirigé contre un jugement de première instance et non contre une décision administrative. Comme dans le dispositif de sa requête d'appel, Monsieur ... ne demanderait pas la réformation du jugement du tribunal administratif, cet acte d'appel serait irrecevable. Le délégué du gouvernement se réfère à de la jurisprudence selon laquelle les termes juridiques employés par un professionnel de la postulation seraient à appliquer à la lettre, plus précisément concernant la nature du recours introduit ainsi que son objet, tel que cerné à travers la requête introductive d'instance.

Dès lors que la portée d'un acte d'appel est claire et non susceptible de deux sens, surtout si l'un conduirait à son irrecevabilité, ce qui ne peut être dans l'intention, ni du professionnel de la postulation, ni du justiciable qui en ferait en définitive les frais, il n'y a pas lieu de s'attarder aux termes le cas échéant imprécis et aux formulations incomplètes, employés dans l'acte d'appel. En l'espèce, il est hors de discussion que l'appel de Monsieur ... tend à l'annulation de la décision du directeur de l'ADEM qui lui fait grief, cette annulation ne pouvant passer que par la réformation du jugement entrepris. Il s'ensuit que l'appelant demande implicitement, mais nécessairement, la réformation du jugement et, par là même, l'annulation de la décision qui lui fait grief. La jurisprudence invoquée par le délégué du gouvernement ne se borne d'ailleurs pas, comme soutenu, à déterminer l'objet à travers la seule requête introductive d'instance, mais elle ajoute que cet objet peut être précisé, le cas échéant, à travers le dispositif du mémoire en réplique (v. Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 282). Or, en l'espèce, l'appelant a précisé dans son mémoire en réplique qu'il sollicite la réformation du jugement du 14 février 2012.

Quant à la substance du moyen, il est un fait que le directeur de l'ADEM a pris sa décision exigeant le remboursement de l'aide au réemploi touchée par Monsieur ... sans en avertir au préalable celui-ci et en ne lui conférant pas la possibilité de livrer ses explications qui auraient, le cas échéant, pu entraîner une décision différente.

Ce faisant, il a violé la disposition de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, précité, de sorte que la procédure ayant conduit à la décision incriminée est viciée et que celle-ci encourt l'annulation.

Par réformation du jugement entrepris, il y a dès lors lieu d'annuler la décision du directeur de l'ADEM du 6 septembre 2010.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation du premier jugement, annule la décision du directeur de l'administration de l'Emploi du 6 septembre 2010 réclamant à Monsieur ... le remboursement d'aides au réemploi précédemment touchées, d'un import de ... €, et renvoie le dossier devant ledit directeur,

condamne l'Etat aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI